

et professionnelle de l'intéressé et dans la limite des droits inscrits sur son compte, après que le demandeur en a été informé.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Chômage : compte personnel de formation (CPF) d'un demandeur d'emploi : Mobilisation du compte

## Sous-section 2 : Prise en charge des frais de formation

L. 6323-23

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 1 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les frais pédagogiques et les frais liés à la validation des compétences et des connaissances afférents à la formation du demandeur d'emploi qui mobilise son compte personnel sont pris en charge par l'organisme mentionné à l'article **L. 6333-1** si la prise en charge de l'action est effectuée sans financement complémentaire ou dans la limite du droit acquis du compte personnel en cas de financement complémentaire. Ce financement complémentaire correspond à toute aide individuelle à la formation du demandeur d'emploi.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Chômage : compte personnel de formation (CPF) d'un demandeur d'emploi : Prise en charge des frais de formation

L. 6323-24

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 39 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le compte peut être mobilisé par son titulaire à la recherche d'emploi dans un Etat membre de l'Union européenne autre que la France s'il n'est pas inscrit auprès de l'institution mentionnée à l'article **L. 5312-1**, sous réserve de la conclusion d'une convention entre cette institution et l'organisme chargé du service public de l'emploi dans le pays de la recherche d'emploi. Cette convention détermine les conditions de prise en charge des formations mobilisées par le demandeur d'emploi dans le cadre de son compte.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Chômage : compte personnel de formation (CPF) d'un demandeur d'emploi : Prise en charge des frais de formation

## Sous-section 3 : Dispositions d'application

L. 6323-24-1

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 1 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application de la présente section.

## *Section 4 : Mise en œuvre du compte personnel de formation pour les travailleurs indépendants, les membres des professions libérales et des professions non salariées, leurs conjoints collaborateurs et les artistes auteurs*

### Sous-section 1 : Alimentation et abondement du compte.

L. 6323-25

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 1 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les droits à formation inscrits sur le compte personnel de formation des travailleurs indépendants, des membres des professions libérales et des professions non salariées, de leurs conjoints collaborateurs et des artistes auteurs